

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Cindy Caron, CPA, OMA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Jérôme pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature 

Date 12 mai 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	47
Analyse des charges consolidées	59

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la
Ville de Saint-Jérôme

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Jérôme (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2024 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers consolidés »).

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Jérôme au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Jérôme inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Observations - Informations comparatives retraitées

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 ont été retraitées. Nous avons exprimé une opinion modifiée sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 en date du 15 mai 2024, en lien avec les éléments qui ont conduits au retraitement cette année. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans la Présentation à la séance du conseil et du Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2024, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu la Présentation à la séance du conseil et le Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2024 avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans ce présent rapport. Nous n'avons rien relevé à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. CPA auditeur, permis de comptabilité publique n°A128132
Brossard, le 15 mai 2025

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	150 053 300	150 191 659	135 320 022
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 763 500	8 802 711	8 342 443
Quotes-parts	3			
Transferts	4	10 108 943	19 906 449	31 672 124
Services rendus	5	8 300 186	9 011 144	7 456 037
Imposition de droits	6	13 310 600	16 079 326	14 470 951
Amendes et pénalités	7	4 587 700	5 308 155	4 793 551
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 854 700	2 846 786	2 475 040
Autres revenus	10	4 498 808	23 334 812	23 913 771
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	201 477 737	235 481 042	228 443 939
Charges				
Administration générale	14	26 357 366	25 021 572	22 016 992
Sécurité publique	15	48 930 900	48 736 297	44 755 115
Transport	16	50 425 200	47 735 859	46 904 990
Hygiène du milieu	17	33 522 800	34 624 646	30 019 028
Santé et bien-être	18	737 400	1 252 782	672 118
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 497 000	9 732 677	8 014 649
Loisirs et culture	20	28 246 640	29 329 646	25 799 996
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	10 463 533	9 577 344	8 155 879
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	207 180 839	206 010 823	186 338 767
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(5 703 102)	29 470 219	42 105 172
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		384 090 386	341 571 782
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		(413 432)	
Solde redressé	28		383 676 954	341 571 782
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		413 147 173	383 676 954

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	32 079 970	16 493 647
Débiteurs (note 5)	2	71 217 751	74 504 444
Prêts (note 6)	3		100 981
Placements de portefeuille (note 7)	4		10 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	5 518 000	5 230 000
Autres actifs financiers (note 8)	7	428 307	1 360 820
	8	109 244 028	107 689 892
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	60 490 299	52 858 202
Revenus reportés (note 11)	12	3 187 468	8 732 520
Dette à long terme (note 12)	13	290 742 750	280 769 673
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 826 384	1 773 383
Autres passifs (note 14)	15	2 849 596	2 739 056
	16	359 096 497	346 872 834
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(249 852 469)	(239 182 942)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	646 383 727	609 751 850
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 273 718	10 990 621
Stocks de fournitures	20	1 353 151	1 338 902
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 989 046	778 523
	23	662 999 642	622 859 896
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	413 147 173	383 676 954
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	413 147 173	383 676 954
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	413 147 173	383 676 954
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
				Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(5 703 102)	29 470 219	42 105 172
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(76 850)	(72 177 642)	(96 406 616)
Produit de cession	3		376 492	350 940
Amortissement	4	34 668 379	35 028 655	32 174 359
(Gain) perte sur cession	5		(287 690)	147 440
Réduction de valeur / Reclassement	6		428 307	13 501
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	34 591 529	(36 631 878)	(63 720 376)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(2 283 097)	(1 329 351)
Variation des stocks de fournitures	10		(14 248)	(108 451)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(1 210 523)	(252 485)
	13		(3 507 868)	(1 690 287)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	28 888 427	(10 669 527)	(23 305 491)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(236 443 886)	(215 877 451)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		(2 739 056)	
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(239 182 942)	(215 877 451)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(249 852 469)	(239 182 942)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	29 470 219	42 105 172
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	35 028 655	32 174 359
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession	3.1	(287 690)	147 440
▪ Reclassement des PDR	3.2	428 307	13 501
▪ Réduction de valeur - Prêt	3.3	67 321	
▪ Charge de désactualisation - OMHS	3.4	110 540	
	4	64 817 352	74 440 472
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	3 286 693	(19 431 275)
Autres actifs financiers	6	932 513	(1 322 368)
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	7 632 101	2 141 801
Revenus reportés	8	(5 545 052)	2 109 485
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(234 999)	(570 853)
Propriétés destinées à la revente	10	(2 283 097)	(1 329 351)
Stocks de fournitures	11	(14 248)	(108 451)
Autres actifs non financiers	12	(1 210 523)	(252 485)
	13	67 380 740	55 676 975
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(72 177 642) (	93 667 560)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	376 492	350 940
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	() (	)
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(71 801 150)	(93 316 620)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	() (	)
Remboursement ou cession	20	33 660	33 660
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	() (	)
Cession	22	10 000 000	17 000 000
	23	10 033 660	17 033 660
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	66 353 000	51 338 600
Remboursement de la dette à long terme	25	(56 278 654) (	40 227 531)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(128 920)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(101 273)	(79 523)
Autres			
▪	28.1		
	29	9 973 073	10 902 626
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	15 586 323	(9 703 359)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	16 493 647	26 197 006
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	16 493 647	26 197 006
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	32 079 970	16 493 647

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2024

2023

Redressé note 24

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jérôme est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes et créé par le décret # 1044-2001 sanctionné le 26 septembre 2001 par le gouvernement du Québec ainsi que ses amendements.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 ainsi que la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la Ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

La Ville participe aux deux partenariats suivants : la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord et la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord.

Les comptes de la Ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers consolidés, proportionnellement à la quote-part revenant à la Ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la Ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 55,71 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 58,67 % en début d'exercice à 58,54 % à la fin de l'exercice.

Le taux de participation de la Ville dans les opérations de la Régie intermunicipale de l'aréna régional de la Rivière-du-Nord pour l'exercice est de 69,86 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 71,33 % en début d'exercice à 71,18 % à la fin de l'exercice.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, l'obsolescence des stocks, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, la juste valeur des dons d'infrastructures des promoteurs, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des réclamations en justice, de la provision pour les obligations de mise hors services d'immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Placements de portefeuille

Les placements sont évalués au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

D) Passifs

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Frais reportés

Les frais d'émission et les frais de refinancement liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire.

Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état consolidé de la situation financière.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville et ses organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville et ses organismes comptabilisent un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable. Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service. L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée. Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

E) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Améliorations locatives :	7 à 15 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipement :	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	5 à 10 ans
Autres :	2 à 10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

F) Revenus

Les revenus de transferts sont constatés à l'état des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.
- Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville à certains employés à contrat est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur lissée - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés. Depuis 2020, l'excédent ne peut faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.
- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisation
 - l'application des mesures d'allègements liées aux OMHS, ou d'une réévaluation des coûts liés à celles-ci (affectations sur la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles auxquelles les OMHS se rattachent ou sur la période comprise entre la fin de la durée de vie utile restante des immobilisations corporelles en question, qu'elles fassent encore ou non l'objet d'usage productifs, et le début des travaux de mise hors service s'il est prévisible que la réalisation de ceux-ci soit différée)

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs, les prêts, les placements de portefeuille et l'actif au **titre des avantages sociaux futurs** sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

L'emprunt temporaire, les créditeurs et charges à payer et la dette à long terme sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1^{er} janvier 2024, la Ville a adopté les normes suivantes :

Adoption initiale - Chapitre SP 3400, Revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Cette norme fournit des indications pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des revenus qui ne sont pas traités par une autre norme comptable. Elle vient également faire la distinction entre les revenus provenant d'opérations avec obligations de prestation (nommées opérations avec contrepartie) et les revenus provenant d'opérations qui ne comprennent pas d'obligations de prestation (nommées opérations sans contrepartie). L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucune incidence significative sur les résultats, ni sur la situation financière de la Ville.

Adoption initiale - Chapitre SP 3160, Partenariats public-privé

Cette norme fournit des indications sur la comptabilisation, l'évaluation et la présentation d'une infrastructure acquise par le gouvernement sous la forme d'un partenariat public-privé (PPP), soit un partenariat entre une entité gouvernementale et le partenaire du secteur privé. Notamment, elle identifie ce qui constitue un élément d'infrastructure réalisé en PPP et précise qu'un actif et un passif doivent être comptabilisés lorsque la Ville en obtient le contrôle.

L'adoption de ce chapitre n'a entraîné aucun impact sur les résultats, ni sur la situation financière puisque la Ville ne détient pas de partenariats public-privé.

Adoption initiale - Note d'orientation NOSP-8, Éléments incorporels achetés

Cette note d'orientation traite de la définition d'un élément incorporel acheté. Dorénavant, la norme indique que ces éléments incorporels achetés doivent être comptabilisés s'ils répondent à la définition d'un actif. Ce changement n'a entraîné aucun impact sur les états financiers de la Ville puisqu'il ne détient pas d'éléments incorporels achetés.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	32 079 970	16 493 647
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	32 079 970	16 493 647
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	)(	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	32 079 970	16 493 647
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	25 223 000	23 441 255

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	12 610 615	9 810 007
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	56 754	3 987
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40 079 368	38 643 677
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	7 392 909	15 424 736
Organismes municipaux	13	2 212 979	2 289 842
Autres			
▪ Divers	14.1	5 926 238	5 593 728
▪ Contraventions à recevoir	14.2	2 938 888	2 738 467
	15	71 217 751	74 504 444
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	28 057 024	26 934 899
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18	11 253	20 082
Autres tiers	19		
	20	28 068 277	26 954 981
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	262 892	205 889
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	18 192 722	17 149 519
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	1 489 008	599 958
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	5 850 804	5 144 451
Ministère de la Culture et des Communications	25	755 300	895 786
Autres ministères/organismes	26	13 791 534	14 853 963
	27	40 079 368	38 643 677

Note

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪ Prêt à un organisme	30.1		100 981
	31		100 981
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		10 000 000
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		10 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	428 307	1 360 820
Autres			
▪	41.1		
	42	428 307	1 360 820

Note**9. Emprunts temporaires****MARGE DE CRÉDIT**

La Ville dispose au 31 décembre 2024 d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 10 000 000 \$ (13 467 000 \$ au 31 décembre 2023). Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière moins 0,90% soit 4,55 % (7,20% moins 0,55 %, soit 6,65 % au 31 décembre 2023). Cette marge de crédit n'est pas utilisé au 31 décembre 2024 (ni au 31 décembre 2023).

La Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord dispose d'une marge de crédit bancaire de 150 000 \$. Ce crédit porte intérêt au taux préférentiel de 5.45% (7.45% au 31 décembre 2023) et est renouvelable annuellement. Cette marge de crédit n'est pas utilisé au 31 décembre 2024 (ni au 31 décembre 2023).

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	22 479 844	20 473 215
Salaires et avantages sociaux	44	14 435 119	14 183 443
Dépôts et retenues de garantie	45	14 530 632	11 920 056
Provision pour contestations d'évaluation	46	180 686	320 380
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	47.1	4 665 883	2 262 589
▪ Gouvernement du Canada	47.2	847 155	721 636
▪ Autres organismes municipaux	47.3	224 126	102 165
▪ Intérêts courus	47.4	2 189 974	1 908 264
▪ Autres	47.5	936 880	966 454
	48	60 490 299	52 858 202

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Des contestations d'évaluations foncières de l'ordre de 10 366 100 \$ qui correspond à une valeur au rôle contestée de 124 721 700 \$ contre une valeur demandée de 114 355 600 \$. À cet égard, la Ville a une provision sur contestations d'évaluation dans ses livres au 31 décembre 2024 de 180 686 \$ (320 380 \$ au 31 décembre 2023).

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	786 300	
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪	54.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	1 362 900	1 078 764
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Activités saisonniers, divers	62.1	1 038 268	2 541 860
▪ Programmes d'AccèsLogis Québec	62.2		5 111 896
	63	3 187 468	8 732 520

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,40	2025	2044	64	282 342 336	271 719 169
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres	2,90	5,43	2037	2042	69	10 814 819	11 363 640
					70	293 157 155	283 082 809
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(2 414 405)	(2 313 136)
					72	290 742 750	280 769 673

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73		23 713 255		567 632	24 280 887
2026	74		22 108 036		587 300	22 695 336
2027	75		30 497 045		608 208	31 105 253
2028	76		20 929 000		629 173	21 558 173
2029	77		21 062 000		652 780	21 714 780
2030 et plus	78		164 033 000		7 769 726	171 802 726
	79		282 342 336		10 814 819	293 157 155
Intérêts et frais accessoires	80		(	)	(	)
	81		282 342 336		10 814 819	293 157 155

Note

Les refinancements ne sont pas pris en compte dans le calcul des versements estimatifs.

Les montants de dettes à long terme qui doivent être refinancés au cours des 5 prochaines années sont les suivants :

Année	Montant
2025	17 930 000 \$
2026	27 774 000 \$
2027	27 751 000 \$
2028	43 197 000 \$
2029	44 711 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	5 518 000	5 230 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	(1 826 384)	(1 773 383)
	84	3 691 616	3 456 617
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	8 125 000	7 049 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	53 001	63 989
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	104 590	99 086
	90	8 282 591	7 212 075

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	2 849 596	2 739 056
Autres			
▪	93.1		
	94	2 849 596	2 739 056
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	2 739 056	
Passifs engagés	96		2 739 056
Passifs réglés	97	()	()
Charge de désactualisation ¹	98	110 540	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	2 849 596	2 739 056

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors services d'immobilisations de la Ville concernent le désamiantage des bâtiments.

Évolution des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Principales hypothèses utilisées

Les principales hypothèses utilisées pour les travaux liés au désamiantage sont les suivantes:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Désamiantage
Taux d'actualisation	4,04 %
Période d'actualisation	Entre 5 à 20 ans
Taux d'inflation	2,61 %

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an. Les charges totales estimatives non actualisées rattachées aux activités de mise hors service sont de 4 068 611 \$.

Incertitude relative à la mesure Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent les coûts estimés de mise hors service, le taux d'inflation de ces coûts, le taux d'actualisation ainsi que la période d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui s'y trouvent ainsi que de l'échéancier estimé des flux de trésorerie pour effectuer les travaux. Des modifications apportées aux principales hypothèses, à la technologie utilisée ou à la réglementation pourraient entraîner des changements importants à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	164 013 329	10 802 524	5 706 224	169 109 629
Eaux usées	102	175 390 247	1 157 131	8 416 164	168 131 214
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	394 434 944	21 476 544	19 062 117	396 849 371
Autres					
▪	104.1	125 249 377	14 438 581	16 234 935	123 453 023
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	112 687 952	7 998 761	71 022	120 615 691
Améliorations locatives	107	1 779 241	22 907	113 779	1 688 369
Véhicules	108	14 588 121	1 891 230	921 232	15 558 119
Ameublement et équipement de bureau	109	6 517 012	751 983	1 757 538	5 511 457
Machinerie, outillage et équipement divers	110	22 837 717	2 012 590	2 638 507	22 211 800
Terrains	111	41 621 729	12 239 421	434 851	53 426 299
Autres	112	4 697 210	330 315	2 620 920	2 406 605
	113	1 063 816 879	73 121 987	57 977 289	1 078 961 577
Immobilisations en cours	114	6 360 356	(944 345)		5 416 011
	115	1 070 177 235	72 177 642	57 977 289	1 084 377 588
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	69 412 301	4 088 922	5 706 224	67 794 999
Eaux usées	117	86 534 821	4 175 588	8 416 164	82 294 245
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	188 889 670	14 878 735	19 062 117	184 706 288
Autres					
▪	119.1	54 854 283	4 762 151	16 234 935	43 381 499
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	30 954 829	3 385 735	23 124	34 317 440
Améliorations locatives	122	1 334 229	54 572	113 779	1 275 022
Véhicules	123	8 371 449	1 355 021	891 477	8 834 993
Ameublement et équipement de bureau	124	4 329 427	757 711	1 757 538	3 329 600
Machinerie, outillage et équipement divers	125	12 184 484	1 346 076	2 633 902	10 896 658
Autres	126	3 559 892	224 144	2 620 919	1 163 117
	127	460 425 385	35 028 655	57 460 179	437 993 861
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	609 751 850			646 383 727
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	763 850			763 850
Amortissement cumulé	130	(101 173)			(101 173)
Valeur comptable nette	131	662 677			662 677

Note**Sorties réputées des immobilisations:**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La Ville a adoptée en 2024 une pratique de sorties réputées des immobilisations, c'est-à-dire qu'il y a retrait du coût et de l'amortissement cumulé dans l'année qui suit pour les immobilisations étant 100% amorti selon la durée de vie estimative. Cette pratique a été appliquée pour les catégories d'immobilisations suivantes: Infrastructures, ameublement et équipement de bureau, machinerie, outillage et équipement divers et autres. La valeur des immobilisations qui ont été retirée en 2024 en vertu de cette pratique est de 57 137 443\$.

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	1 546 898	1 546 898
Immeubles industriels municipaux	133	11 597 411	9 315 898
Autres	134	557 716	1 488 645
	135	13 702 025	12 351 441
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	428 307	1 360 820
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	13 273 718	10 990 621

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Divers	143.1	1 989 046	778 523
Autres			
▪	144.1		
	145	1 989 046	778 523

Note

19. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats, la Ville et ses partenaires se sont engagés pour les années futures pour une somme globale de 27 112 069 \$. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les prochains exercices financiers les sommes suivantes, présentées selon la dépense nette (dépense incluant une portion de la taxe de vente du Québec) :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2025 -	14 931 851 \$
2026 -	6 497 772 \$
2027 -	3 268 262 \$
2028 -	1 335 690 \$
2029 et suivantes -	1 078 494 \$

La Ville a également des accords en lien avec ses dépenses en immobilisation donnant lieu à des droits contractuels à la hauteur de 23 379 575 \$.

La Ville a également contracté un contrat en assurance collective par le biais d'un regroupement d'assurances collectives administré par l'UMQ. Ce dernier est valide jusqu'au 31 mai 2029 et les taux sont recalculés chaque année à partir de l'expérience de l'année précédente. Le montant de cette obligation ne peut donc pas être évalué.

20. Droits contractuels

Dans le cadre de ses opérations, la Ville et ses partenaires ont conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2029 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 7 578 717 \$ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant :

2025 -	2 633 387 \$
2026 -	2 208 725 \$
2027 -	1 166 905 \$
2028 -	892 794 \$
2029 -	676 906 \$

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150		

S.O

B) Auto-assurance

La Ville assure cinquante-sept principaux emplacements et s'auto-assure pour les autres emplacements de moindre envergure.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à près de 16,7M \$ ont été entreprises contre la Ville :

- Travaux de construction: 10,0 M\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- Recours en dommages matériels: 0.6 M \$
- Recours en dommage corporel : 0,7 M\$
- Autres : 5.4 M \$

Au moment de la mise au point définitive des états financiers consolidés, il est impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques et les montants qu'elle pourrait être appelée à verser. La Ville a tout de même provisionné à ces états financiers consolidés un montant de 1.9 M \$ relativement à ces poursuites en se basant sur son estimation des déboursés probables à l'issue de ces dossiers.

Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Advenant un accueil favorable ou défavorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou réclamation non provisionnée serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

La Ville a octroyé en 2022 un contrat pour des travaux de prolongement du réseau d'aqueduc. Il est prévu dans les clauses de l'appel d'offre que des pénalités seront appliqués en cas de dépassement des délais. La Ville et l'entrepreneur ne s'entendent pas sur l'application de ces pénalités qui s'élèvent à environ 1,5M\$ au 31 décembre 2024. Cette estimation du gain potentiel comprend la pénalité journalière prévue au contrat de même que les coûts indirects supplémentaires assumés par la ville pendant cette même période.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Au 1er janvier 2023, la Ville a appliqué la norme SP 3280 Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles selon la méthode prospective. Toutefois, pour l'exercice 2023, la Ville n'avait pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles. Au cours de l'exercice 2024, la Ville a évalué et comptabilisé le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles au 1^{er} janvier 2023. Ceci a entraîné un retraitement de l'exercice antérieur et a généré une augmentation de la valeur comptable nette des immobilisations corporelles de 2 325 624 \$ et des autres passifs de 2 739 056 \$ au 31 décembre 2023 et une augmentation de la charge d'amortissement de 413 432 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé est constitué de la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les résultats détaillés par organismes.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes municipales, taxes-certificats de vente pour vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises), aux prêts, aux placements de portefeuille et aux autres créances à recevoir. L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, taxes-certificats de vente pour vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises et Autres - Divers (mutations), est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, autres que les taxes municipales, taxes-certificats de vente pour vente pour défaut de paiement des taxes, des comptes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada et ses entreprises et Autres - Divers (mutations), soit les organismes municipaux, Autres (divers) et les contraventions à recevoir, déduction faite pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Non en souffrance	67 091 312 \$	67 603 962 \$
moins de 30 jours	629 320 \$	2 000 121 \$
de 30 à 60 jours	8 912 \$	811 019 \$
plus de 60 jours	3 751 099 \$	4 295 231 \$
Moins la provision pour créances douteuses	(262 892 \$)	(205 889 \$)
	71 217 751 \$	74 504 444 \$

Risque de liquidité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations. Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

					2024
	Moins d'un an	De 1 à 2 ans	de 3 à 4 ans	5 ans et plus	Total
Créditeurs et charges à payer	60 490 299 \$	- \$	- \$	- \$	60 490 299 \$
Dettes à long terme	24 280 887 \$	53 800 589 \$	43 272 953 \$	171 802 726 \$	293 157 155 \$
	84 771 186 \$	53 800 589 \$	43 272 953 \$	171 802 726 \$	353 647 454 \$
					2023
	Moins d'un an	De 1 à 2 ans	de 3 à 4 ans	5 ans et plus	Total
Créditeurs et charges à payer	52 858 202 \$	- \$	- \$	- \$	52 858 202 \$
Dettes à long terme	23 992 435 \$	45 014 336 \$	50 256 406 \$	163 819 632 \$	283 082 809 \$
	76 850 637 \$	45 014 336 \$	50 256 406 \$	163 819 632 \$	335 941 011 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de conserver ses prêts et ses placements jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque. La Ville est exposée au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	32 079 970 \$	32 079 970 \$
Prêts	- \$	- \$	- \$
Placements de portefeuille	- \$	- \$	- \$
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts temporaires	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	293 157 155 \$	- \$	293 157 155 \$
31 décembre 2023	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
<i>Actifs financiers</i>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	- \$	16 493 647 \$	16 493 647 \$
Prêts	100 981 \$	- \$	100 981 \$
Placements de portefeuille	10 000 000 \$	- \$	10 000 000 \$
<i>Passifs financiers</i>			
Emprunts temporaires	- \$	- \$	- \$
Dette à long terme	283 082 809 \$	- \$	283 082 809 \$

27. Événement postérieur à la date du bilan

À la suite de la demande de la majorité des municipalités membres en 2021 de mettre fin à l'entente de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord au 31 décembre 2023, les membres ont signé une nouvelle entente se terminant le 31 décembre 2024. Cette entente a permis d'assurer une continuité dans le mode de gestion des propriétés et de l'exploitation du Parc régional d'ici à la création d'un règlement de MRC désignant le caractère régional du Parc sous la loi des compétences municipales.

Une nouvelle entente a été signée le 11 mars 2025 par toutes les municipalités membres afin de transférer la gestion du Parc régional de la Rivière-du-Nord à un organisme sans but lucratif. Également, cette entente mentionne que la Régie doit céder l'ensemble de ses actifs, à titre gratuit, avant le 15 juin 2025 à la MRC de la Rivière-du-Nord. Les valeurs des actifs à transférer n'ont pas été ajustées avant la date de transfert tel que prévu au chapitre SP3430.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

28. Chiffres comparatifs

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassé en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
		Redressé note 24				Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	135 320 022	150 053 300	150 191 659		150 191 659
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 342 443	8 763 500	8 802 711		8 802 711
Quotes-parts	3					2 323 393
Transferts	4	6 354 004	10 090 000	10 486 043		25 254
Services rendus	5	6 870 789	7 700 900	8 466 218		639 346
Imposition de droits	6	14 470 951	13 310 600	16 079 326		
Amendes et pénalités	7	4 793 551	4 587 700	5 308 155		
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	2 475 040	1 854 700	2 826 020		20 766
Autres revenus	10	722 166	4 450 400	18 051 889		79 726
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	179 348 966	200 811 100	220 212 021		3 088 485
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					1 579
Transferts	15	25 291 284		9 395 152		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	18 740 988		1 760 379		
Autres	18	4 204 189		3 442 818		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	48 236 461		14 598 349		1 579
	22	227 585 427	200 811 100	234 810 370		3 090 064
Charges						
Administration générale	23	21 113 450	24 977 200	24 124 997	953 503	25 021 572
Sécurité publique	24	43 351 353	47 369 500	47 029 916	1 706 381	48 736 297
Transport	25	31 113 778	32 951 700	30 422 120	17 342 989	47 735 859
Hygiène du milieu	26	21 255 736	24 561 300	25 546 009	9 078 637	34 624 646
Santé et bien-être	27	672 118	737 400	1 252 782		1 252 782
Aménagement, urbanisme et développement	28	7 944 771	8 392 800	9 621 931	110 746	9 732 677
Loisirs et culture	29	20 791 952	23 306 900	23 673 753	5 337 121	2 651 986
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	7 778 895	10 108 000	9 227 741		349 603
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	31 677 260	34 196 800	34 529 377 (	34 529 377)	
	34	185 699 313	206 601 600	205 428 626		3 001 589
Excédent (déficit) lié aux activités	35	41 886 114	(5 790 500)	29 381 744		88 475
						29 470 219

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24				
Excédent (déficit) lié aux activités	1	41 886 114	(5 790 500)	29 381 744	88 475	29 470 219
Moins : revenus d'investissement	2	(48 236 461)	()	(14 598 349)	(1 579)	(14 598 349)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(6 350 347)	(5 790 500)	14 783 395	86 896	14 871 870
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	31 677 260	34 196 800	34 529 377	499 278	35 028 655
Produit de cession	5	115 685		372 658	3 834	376 492
(Gain) perte sur cession	6	377 021		(317 065)	29 375	(287 690)
Réduction de valeur / Reclassement	7	13 501		428 307		428 307
	8	32 183 467	34 196 800	35 013 277	532 487	35 545 764
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	31 766		1 359 838		1 359 838
Réduction de valeur / Reclassement	10	(13 501)		(428 307)		(428 307)
	11	18 265		931 531		931 531
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	33 660		33 660		33 660
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13		30 000			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			67 321		67 321
	15	33 660	30 000	100 981		100 981
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(22 253 214)	(22 386 100)	(23 533 641)	(717 833)	(24 251 474)
	18	(22 253 214)	(22 386 100)	(23 533 641)	(717 833)	(24 251 474)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 662 137)	(2 000 000)	(18 147 134)	(28 200)	(18 176 913)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	2 137 600				
Excédent de fonctionnement affecté	21	395 354	(1 645 500)	2 969 902	132 571	3 102 473
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 663 593)	(2 404 700)	(2 319 067)		(2 319 067)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	2 739 056				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 053 720)	(6 050 200)	(17 496 299)	104 371	(17 393 507)
	26	8 928 458	5 790 500	(4 984 151)	(80 975)	(5 066 705)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 578 111		9 799 244	5 921	9 805 165

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
Revenus d'investissement	1	48 236 461	14 598 349	1 579	14 598 349
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	847 053)(	1 481 437)(	) (	1 481 437)
Sécurité publique	3 (	4 287 087)(	5 389 303)(	) (	5 389 303)
Transport	4 (	47 328 685)(	33 074 176)(	) (	33 074 176)
Hygiène du milieu	5 (	22 192 158)(	10 436 459)(	) (	10 436 459)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	1 746 535)(	226 525)(	) (	226 525)
Loisirs et culture	8 (	19 983 462)(	21 539 963)(	29 779)(	21 569 742)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	96 384 980)(	72 147 863)(	29 779)(	72 177 642)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	2 669 984)(	2 282 115)(	) (	2 282 115)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	) (	) (	) (	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	26 259 685	34 673 300		34 673 300
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	4 662 137	18 147 134	28 200	18 176 913
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	123 000	945		945
Excédent de fonctionnement affecté	17	2 448 385	287 363		287 363
Réserves financières et fonds réservés	18	5 713 496	4 294 739		4 294 739
	19	12 947 018	22 730 181	28 200	22 759 960
	20	(59 848 261)	(17 026 497)	(1 579)	(17 026 497)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(11 611 800)	(2 428 148)		(2 428 148)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
		Redressé note 24			
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	15 837 095	31 735 555	344 415	32 079 970
Débiteurs (note 5)	2	74 178 332	71 104 000	113 751	71 217 751
Prêts (note 6)	3	100 981			
Placements de portefeuille (note 7)	4	10 000 000			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	5 230 000	5 518 000		5 518 000
Autres actifs financiers (note 8)	7	1 360 820	428 307		428 307
	8	106 707 228	108 785 862	458 166	109 244 028
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	52 529 852	60 093 084	397 215	60 490 299
Revenus reportés (note 11)	12	8 187 339	3 151 461	36 007	3 187 468
Dette à long terme (note 12)	13	268 929 925	279 594 816	11 147 934	290 742 750
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	1 773 383	1 826 384		1 826 384
Autres passifs (note 14)	15	2 739 056	2 849 596		2 849 596
	16	334 159 555	347 515 341	11 581 156	359 096 497
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(227 452 327)	(238 729 479)	(11 122 990)	(249 852 469)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	593 542 681	630 677 267	15 706 460	646 383 727
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 990 621	13 273 718		13 273 718
Stocks de fournitures	20	1 333 676	1 347 377	5 774	1 353 151
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	657 939	1 885 451	103 595	1 989 046
	23	606 524 917	647 183 813	15 815 829	662 999 642
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 880 096	8 629 262	107 944	8 737 206
Excédent de fonctionnement affecté	25	10 633 891	13 750 755	58 769	13 809 524
Réserves financières et fonds réservés	26	17 493 528	16 868 747		16 868 747
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	7 773 768) (	7 550 714) (	17 292) (	7 568 006)
Financement des investissements en cours	28	(15 006 091)	(18 110 126)		(18 110 126)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	367 844 934	394 866 410	4 543 418	399 409 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	379 072 590	408 454 334	4 692 839	413 147 173
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	79 724 300	81 210 945	82 042 555	75 510 708
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	20 222 300	19 097 738	19 244 621	18 482 104
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	50 918 200	48 023 698	49 103 493	44 651 039
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	8 872 600	8 295 901	8 305 707	7 067 506
D'autres organismes municipaux	10	100	142	335 329	345 348
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 235 300	1 157 140	1 157 140	835 973
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		(225 442)	(220 832)	(92 948)
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 597 600	7 695 393	5 370 421	4 978 989
Transferts	15				
Autres	16	4 500	5 000	5 000	5 000
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	3 528 700	4 004 305	4 004 305	2 559 344
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	34 196 800	34 529 377	35 028 655	32 174 359
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1		1 359 838	1 359 838	140 084
Imprévus	21.2	301 200	274 591	274 591	(318 739)
	22	206 601 600	205 428 626	206 010 823	186 338 767

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	8 737 206	6 034 516
Excédent de fonctionnement affecté	2	13 809 524	10 772 832
Réserves financières et fonds réservés	3	16 868 747	17 493 528
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	7 568 006)(	7 796 256)
Financement des investissements en cours	5	(18 110 126)	(15 006 091)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	399 409 828	372 178 425
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	413 147 173	383 676 954

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	8 629 262	5 880 096
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	107 944	154 420
	11	8 737 206	6 034 516

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Budget - Exercice suivant	12.1		
▪ Situations exceptionnelles	12.2	2 500 000	2 500 000
▪ Assurances générales	12.3	1 000 000	1 000 000
▪ Ester en justice	12.4	1 000 000	1 000 000
▪ Engagements	12.5	251 829	
▪ Maintien d'actifs	12.6	4 500 000	1 600 000
▪ Implantation d'un système d'information en Ressources humaines	12.7	2 422 868	2 500 000
▪ Paiement comptant des activités d'investissement	12.8	54 907	1 000 000
▪ Divers projets	12.9	2 021 151	1 033 891
	13	13 750 755	10 633 891
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Budget d'investissement	14.1		4 552
▪ Restauration de la pulperie	14.2		22 005
▪ Budget d'opération	14.3	58 769	112 384
	15	58 769	138 941
	16	13 809 524	10 772 832

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Boues usées	17.1	78 227	432 529
▪ Gestion des actifs	17.2	366 850	375 434
▪ Déneigement	17.3	2 000 000	2 000 000
▪ Élections municipales	17.4	1 087 440	697 178
▪ Confection des plans et devis	17.5	2 594 091	1 943 957
▪ Mesures compensatoires	17.6	3 889 395	2 107 468
▪ Dépenses fluctuantes honoraires professionnels (litiges)	17.7	616 706	759 019
▪ Fonds vert	17.8	461 207	
	18	11 093 916	8 315 585
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	942 425	2 978 186
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23	1 779 350	2 974 270
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25	9 627	
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29		
Autres			
▪ Fonds parc et terrain de jeu (produits de disposition)	30.1	669 000	669 000
▪ Fonds de logement social	30.2	2 297 929	2 519 987
▪ Fonds de stationnement	30.3	76 500	36 500
	31	5 774 831	9 177 943
	32	16 868 747	17 493 528

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(	)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(	)
Autres	37 (	)(	)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(	)
	39 (	)(	)
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(	)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	2 739 056)(	2 739 056)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(	)
Autres			
▪	43.1 (	)(	)
	44 (	2 739 056)(	2 739 056)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(	)
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47 (	)(	)
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(	)
Autres			
▪	49.1 (	)(	)
	50 (	)(	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(	)
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(	)
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(	)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(	)
Autres			
▪ Frais financiers	55.1 (	17 292)(	22 488)
	56 (	17 292)(	22 488)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57	(4 811 658)	(5 034 712)
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62	(4 811 658)	(5 034 712)
	63 (	7 568 006)(	7 796 256)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	5 880 996	10 580 695
Investissements à financer	65 (	23 991 122)(	25 586 786)
	66	(18 110 126)	(15 006 091)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	646 383 727	609 751 850
Propriétés destinées à la revente	68	13 702 025	12 351 441
Prêts	69		100 981
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	660 085 752	622 204 272
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	660 085 752	622 204 272
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	290 742 750)(	280 769 673)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	2 414 405)(	2 313 136)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	27 654 603	28 002 083
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	4 826 628	5 054 879
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	260 675 924)(	250 025 847)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	260 675 924)(	250 025 847)
	83	399 409 828	372 178 425

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Jérôme parraine deux régimes de retraite à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme et le Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme. Ces régimes de retraite sont contributifs et prévoient des prestations basées sur le salaire de chaque année durant la participation active ou sur la moyenne des salaires à la retraite. Les dernières évaluations actuarielles ont été produites au 31 décembre 2022. Les contestations en cours relativement à la Loi RRSN n'empêchent pas la constatation de la réduction des bénéfices des participants actifs. Il existe cependant un risque liés à cette interprétation.

La Loi RCR et la Loi RRSN prévoient la constitution du fonds de stabilisation lequel est alimenté par des cotisations de stabilisation et des gains actuariels. Selon la situation financière, le fonds de stabilisation doit servir à financer les cotisations d'équilibre ou à octroyer de l'indexation après la retraite. Le règlement du Régime prévoit que le fonds de stabilisation doit atteindre le niveau de la PED du Nouveau volet. L'employeur et les employés du Régime de retraite des employés du Service de police de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime. L'employeur et les employés du Régime de retraite en faveur des employés de la Ville de Saint-Jérôme versent à parts égales toutes les cotisations requises au Nouveau volet du Régime.

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	5 230 000	4 615 000
Charge de l'exercice	4 (	8 125 000)(	7 049 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	8 413 000	7 664 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	5 518 000	5 230 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	337 576 000	311 721 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	334 496 400)(	308 121 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	3 079 600	3 600 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	2 438 400	1 630 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	5 518 000	5 230 000
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	5 518 000	5 230 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(	)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(	)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	16 243 000	14 282 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	16 243 000	14 282 000
Cotisations salariales des employés	21 (	8 271 000)(	7 595 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	7 972 000	6 687 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	379 000	468 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	8 351 000	7 155 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	19 064 000	17 341 000
Rendement espéré des actifs	32 (	19 290 000)(	17 447 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	(226 000)	(106 000)
Charge de l'exercice	34	8 125 000	7 049 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	18 885 000	18 024 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	19 290 000)(	17 447 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(405 000)	577 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	(782 400)	5 538 800
Prestations versées au cours de l'exercice	39	9 714 000	8 386 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	336 813 000	300 807 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43	25 694 500	25 626 800
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	66 930 900	57 474 200
DMERCA du nouveau volet	45	11	11
DMERCA de l'ancien volet	46	15	15
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	31	31
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,13 %	6,12 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,12 %	6,01 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	3,21 %	3,21 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	2

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville accorde une prime d'incitation à la retraite aux employés permanents du service de police et du service des incendies, de mille dollars (1 000 \$) par année de service pour un maximum de vingt mille dollars (20 000 \$) aux conditions suivantes :

1. Avoir entre cinquante-cinq (55) ans et cinquante-neuf (59) ans;
2. Avoir avisé la Ville au plus tard le 31 décembre précédent la date de son intention de prendre sa retraite;
3. Prendre sa retraite avant d'avoir atteint soixante (60) ans.

Cette prime est versée à son départ, dans son régime enregistré d'épargne-retraite (REER) ou au comptant, au choix de l'employé.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (1 773 383)	(1 729 236)
Charge de l'exercice	56 (53 001)	(63 989)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	19 842
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (1 826 384)	(1 773 383)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (1 826 384)	(1 773 383)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (1 826 384)	(1 773 383)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (1 826 384)	(1 773 383)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (1 826 384)	(1 773 383)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	53 001	63 989
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	53 001	63 989
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	53 001	63 989
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	53 001	63 989
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86	53 001	63 989
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice			
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____

Description des régimes et autres renseignements

Les employés permanents de la Régie intermunicipale du Parc régional de la Rivière-du-Nord participent à un régime volontaire d'épargne retraite (RVER) où la cotisation de la Régie égale la cotisation de l'employé pour un maximum de 3% du le salaire brut gagné.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	31 036	29 402
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	104 590	99 086
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	104 590	99 086

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	102 634 100	102 499 019	90 726 371
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	19 334 800	19 253 740	18 916 411
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	3 943 000	3 955 726	3 996 901
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10	345 000	304 795	291 088
	11	126 256 900	126 013 280	113 930 771
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	8 370 800	8 455 843	7 216 819
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	3 249 600	3 322 029	3 329 099
Matières résiduelles	15	7 902 700	7 894 427	6 408 961
Autres				
▪ Fosses septiques	16.1	367 700	366 602	304 452
Centres d'urgence 9-1-1	17	434 100	472 319	422 364
Service de la dette	18	3 471 500	3 667 159	3 707 556
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	23 796 400	24 178 379	21 389 251
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	23 796 400	24 178 379	21 389 251
	27	150 053 300	150 191 659	135 320 022

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	2 773 200	2 772 956	2 318 307
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	2 311 000	2 318 838	1 985 734
Cégeps et universités	32	804 400	806 835	977 267
Écoles primaires et secondaires	33	2 310 800	2 317 918	2 555 852
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	8 199 400	8 216 547	7 837 160
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	121 900	111 420	118 868
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	121 900	111 420	118 868
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	442 200	474 744	386 415
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	442 200	474 744	386 415
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises				
autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	8 763 500	8 802 711	8 342 443

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48	1 294 600	1 354 531	1 354 531
Sécurité incendie				1 154 822
Premiers répondants	49			
Autres	50	33 858	33 858	10 499
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	395 700	291 600	291 600
Enlèvement de la neige	54			131 617
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	90 700	51 317	51 317
Réseau de distribution de l'eau potable	64	148 600	113 998	113 998
Traitement des eaux usées	65	2 400	2 428	17 033
Réseaux d'égout	66	124 400	116 000	116 000
Matières résiduelles				186 370
Déchets domestiques et assimilés	67	858 800	850 162	850 162
Matières recyclables				902 828
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73	49 120	49 120	17 500
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			50 000
Rénovation urbaine	80	2 494	2 494	1 881
Promotion et développement économique	81	251 280	251 280	73 055
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	438 400	384 371	365 741
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	256 900	266 865	257 749
Autres	85	65 000	77 987	71 857
Réseau d'électricité	86			
	87	3 675 500	3 846 011	3 871 265
				3 412 482

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	4 169 915	4 169 915	11 308 929
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	3 275 481	3 275 481	1 868 057
Réseau de distribution de l'eau potable	105	1 131 904	1 131 904	5 636 661
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	5 495	5 495	709 217
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108	52 832	52 832	452 202
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	759 525	759 525	5 316 218
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	9 395 152	9 395 152	25 291 284

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	2 220 600	2 446 138	2 446 138	1 692 790
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	4 193 900	4 193 894	4 193 894	1 273 027
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138				2 541
	139	6 414 500	6 640 032	2 968 358
TOTAL DES TRANSFERTS	140	10 090 000	19 906 449	31 672 124

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141	95 000	100 531	97 921
Évaluation	142			
Autres	143	13 567	13 567	2 858
	144	95 000	114 098	100 779
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	226 900	322 692	260 020
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	226 900	322 692	260 020
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	1 608 200	1 440 394	672 711
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	34 200	34 190	34 437
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	1 642 400	1 474 584	707 148

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	16 055	16 055	17 773
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181	138 800	125 014	669 940
	182	138 800	141 069	685 995
				653 127
				670 900
Réseau d'électricité	183			
	184	2 103 100	2 052 443	2 597 369
				1 738 847

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023	
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185	40 000	235 323	235 323	55 202
Évaluation	186				
Autres	187	679 500	522 849	522 849	660 186
	188	719 500	758 172	758 172	715 388
Sécurité publique					
Police	189	32 000	1 330 296	1 330 296	1 304 440
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	1 000 800	86 311	86 311	58 796
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194	1 032 800	1 416 607	1 416 607	1 363 236
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195	11 000	9 943	9 943	8 225
Enlèvement de la neige	196	18 000	9 814	9 814	15 447
Autres	197	825 400	970 641	970 641	961 219
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198	157 200	198 986	198 986	187 108
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202	16 800			
	203	1 028 400	1 189 384	1 189 384	1 171 999
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205	12 000	27 156	27 156	35 225
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209	11 000	18 529	18 529	16 921
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	23 000	45 685	45 685	52 146

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	500	500	
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222	1 174 800	1 253 594	1 253 594
Autres	223			1 162 842
	224	1 174 800	1 254 094	1 254 094
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 400 200	1 608 291	1 608 291
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	18 000	36 372	36 372
Autres	227	201 100	105 170	105 170
	228	1 619 300	1 749 833	1 749 833
Réseau d'électricité	229			
	230	5 597 800	6 413 775	6 413 775
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	7 700 900	8 466 218	9 011 144
				7 456 037

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 232	2 810 600	3 575 454	3 575 454	2 534 162
Droits de mutation immobilière 233	10 500 000	12 503 872	12 503 872	11 936 789
Droits sur les carrières et sablières 234				
Autres 235				
	236	13 310 600	16 079 326	14 470 951
AMENDES ET PÉNALITÉS 237	4 587 700	5 308 155	5 308 155	4 793 551
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 239	1 854 700	2 826 020	2 846 786	2 475 040
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 240		317 065	287 690	(147 440)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 242	3 624 400	17 288 939	17 288 939	409 982
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 243				
Contributions des promoteurs 244	20 000	1 775 960	1 775 960	18 741 260
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 245	84 700			
Contributions des organismes municipaux 246		98 125	98 125	92 166
Autres contributions 247		3 442 818	3 442 818	4 204 189
Redevances réglementaires 248				
Autres 249	721 300	332 179	441 280	613 614
	250	4 450 400	23 334 812	23 913 771
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 166 400	1 960 158	44 767	2 004 925	2 004 925	1 745 294
Greffé et application de la loi	2	3 812 900	3 572 440	56 216	3 628 656	3 628 656	3 419 692
Gestion financière et administrative	3	15 468 700	14 239 924	35 740	14 275 664	14 275 664	12 138 451
Évaluation	4	789 400	769 486		769 486	769 486	769 657
Gestion du personnel	5	2 837 400	2 843 727	2 392	2 846 119	2 846 119	2 624 328
Autres							
▪ Autres	6.1	(97 600)	739 262	814 388	1 553 650	1 496 722	1 319 570
	7	24 977 200	24 124 997	953 503	25 078 500	25 021 572	22 016 992
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	35 600 900	34 853 816	1 182 722	36 036 538	36 036 538	32 658 939
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	10 472 600	10 966 169	520 720	11 486 889	11 486 889	10 973 622
Sécurité civile	11	242 900	147 020	2 835	149 855	149 855	85 109
Autres	12	1 053 100	1 062 911	104	1 063 015	1 063 015	1 037 445
	13	47 369 500	47 029 916	1 706 381	48 736 297	48 736 297	44 755 115
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	8 263 100	9 256 143	15 794 856	25 050 999	25 050 999	23 140 879
Enlèvement de la neige	15	15 314 800	12 480 023	390 186	12 870 209	12 870 209	14 386 635
Éclairage des rues	16	965 700	820 132	626 398	1 446 530	1 446 530	1 612 939
Circulation et stationnement	17	2 475 400	2 224 830	376 587	2 601 417	2 601 417	2 228 639
Transport collectif							
Transport en commun	18	5 932 700	5 640 992	154 962	5 795 954	5 766 704	5 392 200
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						143 698
	22	32 951 700	30 422 120	17 342 989	47 765 109	47 735 859	46 904 990

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	5 788 600	5 010 105	1 171 399	6 181 504	6 181 504	5 907 503
Réseau de distribution de l'eau potable	24	3 576 000	3 809 899	3 144 702	6 954 601	6 954 601	6 601 894
Traitement des eaux usées	25	1 165 100	2 450 341	1 719 807	4 170 148	4 170 148	2 744 147
Réseaux d'égout	26	2 334 300	2 147 317	2 480 006	4 627 323	4 627 323	4 083 889
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	2 718 700	2 814 818	6 960	2 821 778	2 821 778	3 506 715
Élimination	28	1 232 600	1 395 161		1 395 161	1 395 161	1 281 895
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 275 500	2 406 898	197 716	2 604 614	2 604 614	2 393 394
Tri et conditionnement	30	1 502 600	1 445 265		1 445 265	1 445 265	770 238
Matières organiques							
Collecte et transport	31	1 298 100	1 177 062		1 177 062	1 177 062	156 854
Traitement	32	616 000	541 982		541 982	541 982	412 292
Matériaux secs	33	246 600	269 813		269 813	269 813	183 658
Autres	34	851 800	1 105 396	358 047	1 463 443	1 463 443	1 305 208
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	37						
Autres	38	705 500	734 895		734 895	734 895	497 654
Autres	39	249 900	237 057		237 057	237 057	173 687
	40	24 561 300	25 546 009	9 078 637	34 624 646	34 624 646	30 019 028
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	674 800	1 150 796		1 150 796	1 150 796	627 370
Autres	42						
Sécurité du revenu							
Autres	43						
Autres	44	62 600	101 986		101 986	101 986	44 748
	45	737 400	1 252 782		1 252 782	1 252 782	672 118

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024		Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2024	2023	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	6 141 300	6 082 363	11 405	6 093 768	6 093 768	5 965 040
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47		120		120	120	4 928
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	2 118 300	2 095 382		2 095 382	2 095 382	1 928 962
Tourisme	50	45 300		86 505	86 505	86 505	778
Autres	51	87 900	84 228		84 228	84 228	83 175
Autres	52		1 359 838	12 836	1 372 674	1 372 674	31 766
	53	8 392 800	9 621 931	110 746	9 732 677	9 732 677	8 014 649
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	1 087 100	1 724 069	772 348	2 496 417	2 496 417	1 875 520
Patinoires intérieures et extérieures	55	5 135 200	5 686 721	1 132 810	6 819 531	6 819 531	5 333 331
Piscines, plages et ports de plaisance	56	348 100	289 271	11 227	300 498	300 498	310 624
Parcs et terrains de jeux	57	8 555 800	8 197 503	3 205 824	11 403 327	11 403 327	9 136 804
Parcs régionaux	58	55 000	247 763		247 763	247 763	86 014
Expositions et foires	59						
Autres	60	820 100	923 183		923 183	1 241 955	1 831 963
	61	16 001 300	17 068 510	5 122 209	22 190 719	22 509 491	18 574 256
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	2 605 600	2 175 579	183 233	2 358 812	2 358 812	2 003 996
Bibliothèques	63	4 050 000	3 922 789		3 922 789	3 922 789	3 999 918
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	4 900	10 711	31 504	42 215	42 215	42 532
Autres ressources du patrimoine	65	32 300	19 622	175	19 797	19 797	28 379
Autres	66	612 800	476 542		476 542	476 542	1 150 915
	67	7 305 600	6 605 243	214 912	6 820 155	6 820 155	7 225 740
	68	23 306 900	23 673 753	5 337 121	29 010 874	29 329 646	25 799 996

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	9 432 700	8 762 808		8 762 808	9 107 801	7 618 878
Autres frais	71	675 300	690 375		690 375	690 375	629 949
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72		(226 000)		(226 000)	(226 000)	(106 000)
Autres	73		558		558	5 168	13 052
	74	10 108 000	9 227 741		9 227 741	9 577 344	8 155 879
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	34 196 800	34 529 377 (	34 529 377)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	3 108 975	3 108 975	9 812 101
Usines de traitement de l'eau potable	2	5 799 828	5 799 828	3 085 945
Usines et bassins d'épuration	3	161 514	161 514	177 214
Conduites d'égout	4	1 295 686	1 295 686	8 715 396
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	21 536 817	21 536 817	37 143 802
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 030 371	1 030 371	3 587 772
Aires de stationnement	9	19 625	19 625	805 536
Parcs et terrains de jeux	10	12 929 340	12 929 340	14 548 921
Autres infrastructures	11	693 647	693 647	71 366
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	3 153 520	3 153 520	5 394 472
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 471 121	5 500 900	2 553 401
Améliorations locatives	15	22 907	22 907	45 491
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 893 702	1 893 702	2 384 472
Ameublement et équipement de bureau	18	752 331	752 331	756 681
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 937 301	1 937 301	2 845 892
Terrains	20	12 010 862	12 010 862	4 209 006
Autres	21	330 316	330 316	247 512
	22	72 147 863	72 177 642	96 384 980

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 552 190	2 552 190	5 357 371
Usines de traitement de l'eau potable	2	5 799 828	5 799 828	3 085 945
Usines et bassins d'épuration	3	161 514	161 514	177 214
Conduites d'égout	4	573 692	573 692	1 944 275
Autres infrastructures	5	22 325 630	22 325 630	40 923 679
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	556 785	556 785	4 454 730
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	721 994	721 994	6 771 121
Autres infrastructures	10	13 884 170	13 884 170	15 233 718
Autres immobilisations corporelles	11	25 572 060	25 601 839	18 436 927
	12	72 147 863	72 177 642	96 384 980

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	2 974 270	323 211	1 517 913	1 779 568
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	50 460 827	18 066 549	22 140 261	46 387 115
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	201 645 629	46 072 540	30 382 300	217 335 869
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	255 080 726	64 462 300	54 040 474	265 502 552
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	26 934 899	1 890 700	768 575	28 057 024
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11	20 082		8 829	11 253
Autres tiers	12				
	13	26 954 981	1 890 700	777 404	28 068 277
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	1 047 102		1 460 776	(413 674)
	15	28 002 083	1 890 700	2 238 180	27 654 603
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	28 002 083	1 890 700	2 238 180	27 654 603
	19	283 082 809	66 353 000	56 278 654	293 157 155
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	283 082 809	66 353 000	56 278 654	293 157 155

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	281 976 819
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	23 991 122
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	1 779 568
Débiteurs	8	28 068 277
Autres montants	9	(415 998)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	4 874 568
Autres		
▪ Autre	11.1	(1 641)
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	271 663 167
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	11 180 280
Endettement net à long terme	14	282 843 447
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	179 930
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	11 249 000
Endettement total net à long terme	18	294 272 377
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	294 272 377
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	74 200	74 107	74 107	194 123
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	2 800	2 742	2 742	2 739
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	4 643 000	4 339 163	4 339 163	4 090 025
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	564 500	818 238	818 238	685 188
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	109 900	109 862	109 862	133 024
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	132 000	132 009	132 009	113 110
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	2 071 200	2 219 272	(105 700)	(239 220)
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	7 597 600	7 695 393	5 370 421	4 978 989

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	1 724 763	1 360 248
Charges sociales	2	398 852	313 407
Biens et services	3	69 442 614	94 711 325
Frais de financement	4	581 634	
Autres	5		
	6	72 147 863	96 384 980

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	171,00	35,00	319 741,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	1,00	35,00	910,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	252,00	31,50	422 755,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	184,00	39,00	374 091,00	*****	*****	*****
Policiers	5	152,00	37,80	297 922,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	58,00	42,00	119 844,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	818,00		1 535 263,00	*****	*****	*****
Élus	9	13,00			1 035 389	241 842	1 277 231
	10	831,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	51 317	1 000 889	2 274 592		3 326 798
Réseau de distribution de l'eau potable	3	113 998	1 331 165	(199 261)		1 245 902
Traitement des eaux usées	4	2 428				2 428
Réseaux d'égout	5	116 000	1 679	3 816		121 495
Autres	6	10 195 680	2 932 789	2 056 103		15 184 572
	7	10 479 423	5 266 522	4 135 250		19 881 195

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1	1 120	749
Évaluation	2		
Autres	3	72 806	183 545
	4	73 926	184 294
Sécurité publique			
Police	5	122 898	42 947
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	76 710	79 607
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	199 608	122 554
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	3 577 336	2 881 318
Enlèvement de la neige	12	32 869	34 900
Autres	13	476 854	334 762
Transport collectif	14	6 621	9 597
Autres	15		
	16	4 093 680	3 260 577
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	464 223	315 682
Réseau de distribution de l'eau potable	18	737 316	651 658
Traitement des eaux usées	19	24 555	26 141
Réseaux d'égout	20	591 900	565 161
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		22 136
Autres	23	256 860	242 177
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	2 074 854	1 822 955
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	7 427	8 227
Rénovation urbaine	34	1 147	2 021
Promotion et développement économique	35	18 157	14 232
Autres	36		
	37	26 731	24 480
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	2 398 236	1 989 173
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	7 198	8 908
Autres	40	353 508	365 954
	41	2 758 942	2 364 035
Réseau d'électricité			
	42		
	43	9 227 741	7 778 895

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Maire	1.1	Maire	142 085	19 235		
Conseiller 1	1.2	Conseiller	42 016	17 844		
Conseiller 2	1.3	Conseiller	41 240	17 844		
Conseiller 3	1.4	Conseiller	42 856	20 203		
Conseiller 4	1.5	Conseiller	39 870	18 671		
Conseiller 5	1.6	Conseiller	39 612	17 582		
Conseiller 6	1.7	Conseiller	40 400	17 582		
Conseiller 7	1.8	Conseiller	46 899	19 422		
Conseiller 8	1.9	Conseiller	51 791	17 582		
Conseiller 9	1.10	Conseiller	37 607	20 364		
Conseiller 10	1.11	Conseiller	37 773	17 582		
Conseiller 11	1.12	Conseiller	39 190	17 582		
Conseiller 12	1.13	Conseiller	40 584	19 422		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 11 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

24 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 353 525 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 2 898 514 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ 150 191 659 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Assiette	Montant de la taxe	Numéro règlement
Taxe foncière générale	12 154 838 114 \$	499 019 \$ 102	0988-000
Taxes spéciales - Service de la dette	12 154 838 114 \$	253 740 \$ 19	0988-000
Taxes de secteur - Service de la dette	11 141 755 000 \$	955 726 \$ 3	0988-000
Taxes de secteur - Autres	54 874 500 \$	304 795 \$	0988-000
Taxes, compensations et tarification - Eau	38 186	455 843 \$ 8	0988-000
Taxes, compensations et tarification - Traitement des eaux usées	36 403	322 029 \$ 3	0988-000
Taxes, compensations et tarification - Matières résiduelles	40 878	894 427 \$ 7	0988-000
Taxes, compensations et tarification - Fosses septiques	3 952	366 602 \$	0988-000
Taxes, compensations et tarification - Centres d'urgence 9-1-1	N/A	472 319 \$	0570-000
Taxes, compensations et tarification - Service de la dette	Plusieurs	667 159 \$ 3	Plusieurs
		191 659 \$ 150	

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☐ ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☐

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☒
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 CM-13455/19-12-17

b) Date d'adoption de la résolution

86 2019-12-17

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 1

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 2

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 1

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 3

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 2 758

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 1 110

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☐
☒

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4 ☐☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6 ☐☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8 ☐☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-05-13

Nom du signataire : Cindy Caron, CPA, OMA

Fonction du signataire : Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-05-20 11:20

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	179 348 966	200 811 100	220 212 021	3 088 485	220 882 693
Investissement	2	48 236 461		14 598 349	1 579	14 598 349
	3	227 585 427	200 811 100	234 810 370	3 090 064	235 481 042
Charges	4	185 699 313	206 601 600	205 428 626	3 001 589	206 010 823
Excédent (déficit) lié aux activités	5	41 886 114	(5 790 500)	29 381 744	88 475	29 470 219
Moins : revenus d'investissement	6 (	48 236 461)(	) (	14 598 349)(	1 579)(	14 598 349)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(6 350 347)	(5 790 500)	14 783 395	86 896	14 871 870
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	31 677 260	34 196 800	34 529 377	499 278	35 028 655
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	22 253 214)(	22 386 100)(	23 533 641)(	717 833)(	24 251 474)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 662 137)(	2 000 000)(	18 147 134)(	28 200)(	18 176 913)
Excédent (déficit) accumulé	12	3 608 417	(4 050 200)	650 835	132 571	783 406
Autres éléments de conciliation	13	558 132	30 000	1 516 412	33 209	1 549 621
	14	8 928 458	5 790 500	(4 984 151)	(80 975)	(5 066 705)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 578 111		9 799 244	5 921	9 805 165

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	15 837 095	31 735 555	32 079 970
Débiteurs	2	74 178 332	71 104 000	71 217 751
Prêts	3	100 981		100 981
Placements de portefeuille	4	10 000 000		10 000 000
Autres	5	6 590 820	5 946 307	5 946 307
	6	106 707 228	108 785 862	109 244 028
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8			
Créditeurs et charges à payer	9	52 529 852	60 093 084	60 490 299
Revenus reportés	10	8 187 339	3 151 461	3 187 468
Dette à long terme	11	268 929 925	279 594 816	290 742 750
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	1 773 383	1 826 384	1 826 384
Autres	13	2 739 056	2 849 596	2 849 596
	14	334 159 555	347 515 341	359 096 497
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(227 452 327)	(238 729 479)	(249 852 469)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	593 542 681	630 677 267	646 383 727
Autres	17	12 982 236	16 506 546	16 615 915
	18	606 524 917	647 183 813	662 999 642
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	5 880 096	8 629 262	8 737 206
Excédent de fonctionnement affecté	20	10 633 891	13 750 755	13 809 524
Réserves financières et fonds réservés	21	17 493 528	16 868 747	16 868 747
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	7 773 768)(	7 550 714)(	7 568 006)(
Financement des investissements en cours	23	(15 006 091)	(18 110 126)	(18 110 126)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	367 844 934	394 866 410	399 409 828
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	379 072 590	408 454 334	413 147 173

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget - Exercice suivant	1.1		
▪ Situations exceptionnelles	1.2	2 500 000	2 500 000
▪ Assurances générales	1.3	1 000 000	1 000 000
▪ Ester en justice	1.4	1 000 000	1 000 000
▪ Engagements	1.5	251 829	
▪ Maintien d'actifs	1.6	4 500 000	1 600 000
▪ Implantation d'un système d'information en Ressources humaines	1.7	2 422 868	2 500 000
▪ Paiement comptant des activités d'investissement	1.8	54 907	1 000 000
▪ Divers projets	1.9	2 021 151	1 033 891
	2	13 750 755	10 633 891
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	58 769	138 941
	4	13 809 524	10 772 832
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Boues usées	5.1	78 227	432 529
▪ Gestion des actifs	5.2	366 850	375 434
▪ Déneigement	5.3	2 000 000	2 000 000
▪ Élections municipales	5.4	1 087 440	697 178
▪ Confection des plans et devis	5.5	2 594 091	1 943 957
▪ Mesures compensatoires	5.6	3 889 395	2 107 468
▪ Dépenses fluctuantes honoraires professionnels (litiges)	5.7	616 706	759 019
▪ Fonds vert	5.8	461 207	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	942 425	2 978 186
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	1 788 977	2 974 270
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13		
Autres			
▪ Fonds parc et terrain de jeu (produits de disposition)	14.1	669 000	669 000
▪ Fonds de logement social	14.2	2 297 929	2 519 987
▪ Fonds de stationnement	14.3	76 500	36 500
	15	16 868 747	17 493 528
	16	30 678 271	28 266 360

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	271 663 167
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	294 272 377

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 779 568	2 974 270
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	217 335 869	201 645 629
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	46 387 115	50 460 827
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	28 057 024	26 934 899
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	(402 421)	1 067 184
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	293 157 155	283 082 809

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	135 320 022	150 053 300	150 191 659	150 191 659
Compensations tenant lieu de taxes	13	8 342 443	8 763 500	8 802 711	8 802 711
Quotes-parts	14				
Transferts	15	6 354 004	10 090 000	10 486 043	10 511 297
Services rendus	16	6 870 789	7 700 900	8 466 218	9 011 144
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	19 264 502	17 898 300	21 387 481	21 387 481
Autres	18	3 197 206	6 305 100	20 877 909	20 978 401
	19	179 348 966	200 811 100	220 212 021	220 882 693
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	25 291 284		9 395 152	9 395 152
Autres	23	22 945 177		5 203 197	5 203 197
	24	48 236 461		14 598 349	14 598 349
	25	227 585 427	200 811 100	234 810 370	235 481 042

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	24 977 200	24 124 997	953 503	25 078 500	25 021 572	22 016 992
Sécurité publique							
Police	2	35 600 900	34 853 816	1 182 722	36 036 538	36 036 538	32 658 939
Sécurité incendie	3	10 472 600	10 966 169	520 720	11 486 889	11 486 889	10 973 622
Autres	4	1 296 000	1 209 931	2 939	1 212 870	1 212 870	1 122 554
Transport							
Réseau routier	5	27 019 000	24 781 128	17 188 027	41 969 155	41 969 155	41 369 092
Transport collectif	6	5 932 700	5 640 992	154 962	5 795 954	5 766 704	5 392 200
Autres	7						143 698
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	12 864 000	13 417 662	8 515 914	21 933 576	21 933 576	19 337 433
Matières résiduelles	9	10 741 900	11 156 395	562 723	11 719 118	11 719 118	10 010 254
Autres	10	955 400	971 952		971 952	971 952	671 341
Santé et bien-être	11	737 400	1 252 782		1 252 782	1 252 782	672 118
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	6 141 300	6 082 363	11 405	6 093 768	6 093 768	5 965 040
Promotion et développement économique	13	2 251 500	2 179 610	86 505	2 266 115	2 266 115	2 012 915
Autres	14		1 359 958	12 836	1 372 794	1 372 794	36 694
Loisirs et culture	15	23 306 900	23 673 753	5 337 121	29 010 874	29 329 646	25 799 996
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	10 108 000	9 227 741		9 227 741	9 577 344	8 155 879
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	172 404 800	170 899 249	34 529 377	205 428 626	206 010 823	186 338 767
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	34 196 800	34 529 377 (	34 529 377)			
	21	206 601 600	205 428 626		205 428 626	206 010 823	186 338 767

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	48 236 461	14 598 349	1 579	14 598 349
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	96 384 980)(	72 147 863)(	29 779)(	72 177 642)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	2 669 984)(	2 282 115)(	)	2 282 115)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	26 259 685	34 673 300		34 673 300
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 662 137	18 147 134	28 200	18 176 913
Excédent accumulé	6	8 284 881	4 583 047		4 583 047
	7	(59 848 261)	(17 026 497)	(1 579)	(17 026 497)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(11 611 800)	(2 428 148)		(2 428 148)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14